

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Un plaidoyer "poignant" mais...

Il serait stupide de nous priver de nos électeurs !

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mardi 19 août 2003

Démocratie & Socialisme

Bernard Poignant, dans le Nouvel Observateur du 7 au 13 août, entreprend un surprenant plaidoyer pour que le PS ne se "passe pas de Rocard, Delors et Kouchner". Il présente *paradoxalement* cette défense comme si c'était le PS qui voulait "se priver" d'eux : "L'un a paru se rapprocher de Raffarin, le second du Vatican, et le troisième de Georges Bush. Horreur suprême." Il précise : "Le Parti socialiste doit continuer à profiter de leur réflexion et à entendre leurs propositions".

Au nom du passé de ces hommes : "Rocard incarne une forme de vérité en politique, Delors la fidélité à notre engagement européen, Kouchner est à lui seul la générosité de la France dans le monde".

Et au nom de leur présent : "le premier fait des suggestions au Secrétaire général des Nations unies sur les grands problèmes du monde... le second anime la fondation Notre Europe.. Le troisième vient de lancer l'idée folle de sécurité sociale mondiale..."

Il conclut, après une attaque en règle contre l'extrême gauche, un regret sur les relations PS-CFDT depuis le congrès de Dijon : "On ne peut pas se déclarer réformiste en se levant tous les matins et taper sur la tête de ceux qui l'incarnent le mieux aux yeux des Français". Il y aurait selon lui, "grave danger à les laisser s'éloigner..." "Évidemment, on les accuse de se rapprocher du centre", (Rocard plaide pour un accord avec l'Udf...) mais il faudrait justement selon Bernard Poignant, "reconquérir cette frange de notre électorat qui ne se reconnaît ni dans les extrêmes, ni dans les excès".

Certes ! Nul, au Parti socialiste, ne veut exclure, écarter, tenir en disgrâce, éloigner ou laisser s'éloigner *quiconque*, nul ne se résigne à se priver ne serait-ce que d'un seul de ces camarades, de ceux-là et de beaucoup d'autres ! Tout simplement parce que, comme toute la gauche, le Parti socialiste a besoin du maximum de forces, de personnalités pour renverser la situation issue du 21 avril 2002, et battre la très dangereuse politique de Chirac-Raffarin-Fillon et du baron Seillière.

Mais pour cela, pour "garder tout le monde", il faut parler honnêtement et clairement sur le fond. Il faut donc afin, non pas de l'éloigner mais de le convaincre, avoir le courage de dire la vérité "à l'homme qui incarne une forme de vérité en politique" : "**Michel Rocard, cesse donc de soutenir l'exécrable plan Fillon sur les retraites !**" Non seulement cette attaque contre nos retraites a suscité un des plus grands mouvements sociaux de l'histoire de ce pays depuis 1936, 45, 68, 95, (et il faut quand même écouter la voix des millions de salariés et de grévistes qui ont manifesté de toutes leurs forces pendant de longs mois) mais il est injuste, infondé, et débouchera sur des inégalités encore plus grandes que celles qui existent aujourd'hui. La gauche n'aura de cesse pour revenir au pouvoir de répondre à la question : "- Allez-vous abroger les mesures Balladur et le plan Fillon ?" Le choix fait par Chirac-Raffarin-Fillon est un choix de partage injuste des richesses au profit du capital et au détriment du travail, des salariés et des retraités. C'est ce qu'a dit **unaniment** le congrès de Dijon du PS : "C'est un choix de société". Ce n'était pas une expression utilisée au hasard : être pour ou contre le plan Fillon est un "choix de société", cent mille militants socialistes, toutes tendances confondues l'ont apprécié ainsi.

Michel Rocard incarne-t-il une vérité à lui *tout seul*, contre tous ? Pourquoi pas ? Cela peut arriver. On peut tout à fait avoir raison seul contre son parti (sans me comparer, j'ai l'immodeste idée personnelle que j'ai eu raison en *votant tout seul*, à l'intérieur du Conseil national de décembre 2000, contre "l'inversion du calendrier" proposée par Lionel Jospin : mais je n'ai pas mené campagne publique ensuite contre la décision prise !). Mais si on incarne "une vérité", il y a une manière de la faire entendre qui l'accrédite ou la discrédite. Ne doit-on pas dire à Michel Rocard que lorsqu'on a le poids médiatique d'un ancien ministre et d'un ancien Premier secrétaire, alors qu'il n'avait pas jugé nécessaire de défendre un point de vue aussi important dans le congrès, devant les militants, en période de contribution et de motion, qu'il n'est pas *approprié* de s'exprimer dans toutes les télévisions en pleine lutte sociale, à

Il serait stupide de nous priver de nos électeurs !

contre-pied de l'effort que fait le Parti pour se faire entendre, en plein combat contre la droite ?

C'est sans doute pourquoi il faut parler sur le fond également à Jacques Delors : il avait honnêtement renoncé à se présenter à l'élection présidentielle en 1995, estimant qu'il n'avait pas "une majorité pour sa politique". C'était vrai. Il n'a toujours pas une majorité à gauche pour soutenir le plan Fillon - pas plus que Michel Rocard. Et la direction Chérèque, qu'il défend, est extrêmement minoritaire dans le mouvement syndical, si ce n'est dans la Cfdt elle-même. Mais il n'a pas davantage de majorité" pour défendre un projet de constitution européenne où s'inscrirait une référence judéo-chrétienne : des millions de défenseurs de la laïcité s'y opposent avec acharnement avec des principes légitimes hérités des origines de notre Pacte Républicain. Ce serait sûrement perdre de nombreux électeurs et pas seulement d'extrême gauche, mais dans la frange modérée de notre électorat, justement.

Enfin, Bernard Poignant choisit Bernard Kouchner pour dire : "*à lui seul (décidément ! NDR) il incarne la générosité de la France dans le monde*"... juste au moment où il soutient l'odieuse guerre de l'ultra conservateur Bush en Irak, alors que, si la France a gagné du prestige, c'est pour s'y être opposée. Si le PS ne veut pas se couper de Kouchner, il veut légitimement se couper de toute ombre de soutien à Bush.

Et c'est là qu'il y a un malaise dans la tribune de Bernard Poignant : parce que, certes, nous ne voulons "nous priver" de personne" et surtout pas d'anciens militants, élus, responsables, personnalités éminentes, mais pas au prix de discours et de confusions qui nous feraient nous couper de la gauche et de nos électeurs. Il y a des millions de voix - qui nous ont manqué le 21 avril 2002 - et qui sont en jeu derrière tout cela.

Rocard, Delors, Kouchner sont et doivent rester socialistes : mais qu'est-ce que le socialisme sinon, aussi, le respect de la démocratie ? Comment être socialiste sans entendre le peuple de gauche ? Le 21 avril 2002, il ne nous a pas demandé d'être *moins* socialistes mais *d'avantage* socialistes ! Il ne nous a pas demandé moins de retraites, moins de laïcité, et plus de soutien à Bush, mais au contraire d'être davantage contre la mondialisation libérale, pour une Europe sociale, démocratique, un meilleur partage des richesses.

En conclusion, Bernard Poignant semble opposer le choix du congrès de Dijon (et ses "concessions" à l'extrême gauche, si on le comprend bien) et le choix d'écouter Rocard, Delors, Kouchner. Si c'est cela, le PS ne tire pas la leçon du 21 avril, la gauche est divisée de façon rédhibitoire entre une gauche modérée et une gauche radicale, la droite est assurée de rester au pouvoir de longues années !

S'il s'agit de "tenir les deux bouts de la ficelle", selon une autre expression ultime de Bernard Poignant, il y a vraiment besoin de tout le monde à gauche face à Chirac-Raffarin. C'est absolument vrai et urgent, il faut l'unité de *toute* la gauche, sans exclusive, sans préalable, mais pour y arriver, le centre de gravité de cette nouvelle gauche n'est absolument pas celui des positions de Rocard, Delors et Kouchner. À eux de l'entendre et de ne pas se couper de cette réalité démocratique.

Gérard Filoche, membre du Bn du PS

Post-scriptum :

Objet : Rocard le 17/11/02 avec l'Udf

Celui qui traite de "populo-gauchistes" les courants Nouveau Monde et Nps du PS n'encourt pas, lui, ce risque . Voilà ce qu'il déclarait dimanche 17 novembre 2002 sur Radio J.

« Je suis plutôt favorable à une alliance entre les socialistes et les centristes sur la question européenne ».

Il serait stupide de nous priver de nos électeurs !

« Sur l'organisation mondiale et la place de l'Europe, il est clair que l'UDF est très demanderesse (!!!) et que, d'autre part, au PS, nous entendons durcir notre option Europe au service d'une mondialisation mieux renforcée ».

Concernant le débat interne au PS, il a déclaré que François Hollande, son premier secrétaire, pouvait « prétendre au statut de présidentiable. Il a toutes les chances de faire un bon leader. C'est à lui de le démontrer, parce qu'il n'a pas encore gouverné, et pas encore rencontré les épreuves historiques qui vont le confirmer. »

Le Monde du mardi 19 novembre, page 6